



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 139 – 1^{er} trimestre 2009

Sommaire

<i>Methodologie</i>	3
1. Synthèse	5
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
<i>Les avoirs des ménages</i>	11
<i>Les avoirs des sociétés</i>	13
3. L'endettement des agents économiques	15
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
<i>L'endettement des ménages</i>	16
<i>L'endettement des entreprises</i>	16
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	17
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Les engagements bancaires	19
4.1 Les engagements sectoriels	19
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	21
5. Rappel des taux	22
5.1 Taux réglementés	22
5.2 Principaux taux de marché	22
5.3 Taux de l'usure	22
6. Monnaie fiduciaire	23
6.1 Emission de billets euros	23
6.2 Emission de pièces euros	23

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, LDD et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuille-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Evolution monétaire et financière internationale

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

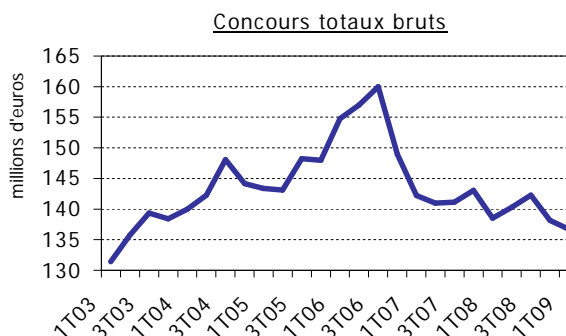
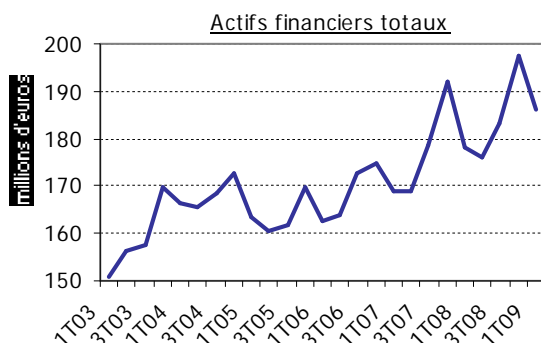
Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1 100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il obtient officiellement un mandat pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et le faible niveau atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement dans des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeur pour injecter des liquidités à travers les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de dollars de bons du Trésor américains. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'apprête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant espérer que le point bas de la crise est passé, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009 tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

2. Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Sur un an, les actifs financiers affichent une progression de 4,4 %, imputable à l'évolution des dépôts à vue (+ 7,1 %) et à celle des placements liquides ou à court terme (+ 5,7 %). A l'inverse, l'encours brut de l'ensemble des crédits accordés fléchit de 1,3 %. Avec un taux de créances douteuses en recul de 1,9 point sur un an, l'encours sain progresse légèrement (+ 0,8 %). Dans le détail, l'encours sain des ménages et des entreprises s'inscrit à la hausse alors que celui des collectivités locales est en forte baisse.



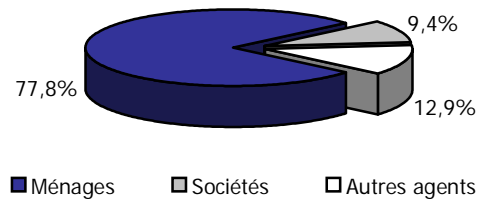
2.1. Progression des actifs financiers de la place

L'ensemble des **actifs financiers** détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon a progressé de 4,4 % sur un an pour s'établir à 186,217 millions d'euros à fin mars 2009.

Les ménages détiennent une part prépondérante de ces actifs (77,8 %), contre 9,4 % pour les sociétés et 12,8 % pour les autres agents.

Les actifs sont principalement constitués de placements liquides ou à court terme (62,3 %). Les dépôts à vue représentent 29,8 % des actifs, et l'épargne à long terme 7,9 %.

Répartition des actifs par agent
au 31 mars 2009



a) Les actifs financiers des ménages

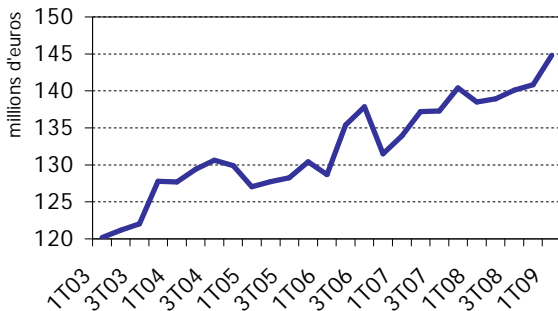
Les actifs des **ménages** (144,822 millions d'euros) sont en hausse de 4,6 % (soit + 6,33 millions d'euros) sur un an.

Les placements liquides ou à court terme (102,985 millions d'euros) – qui représentent 71,1 % des actifs des ménages – progressent de 7,3 % (soit + 7,017 millions d'euros) sur un an. Dans le détail, les placements indexés sur les taux de marché enregistrent une croissance de 6,1 %, les comptes d'épargne à régime spécial de 9,5 %. A 5,933 millions d'euros, les livrets A et bleu sont également en hausse de 10,1 %.

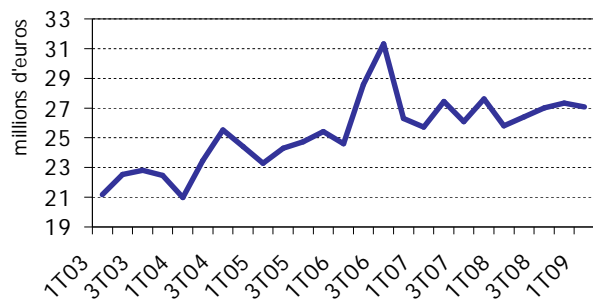
Les dépôts à vue (27,069 millions d'euros) croissent de 4,9 % (+ 1,258 million d'euros).

L'épargne à long terme (14,768 millions d'euros) est en repli de 11,6 % (soit – 1,945 million d'euros) : les OPCVM non monétaires et les plans d'épargne logement fléchissent respectivement de 38,6 % et de 1,1 %, alors que les contrats d'assurance vie (9,319 millions d'euros) augmentent de 2,6 %.

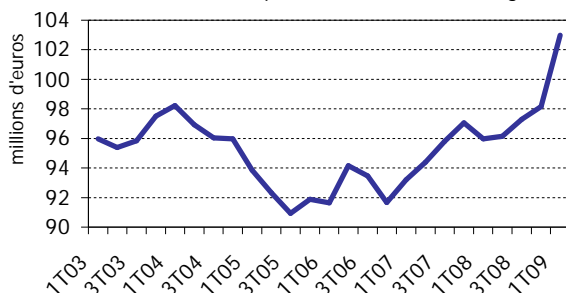
Actifs totaux des ménages



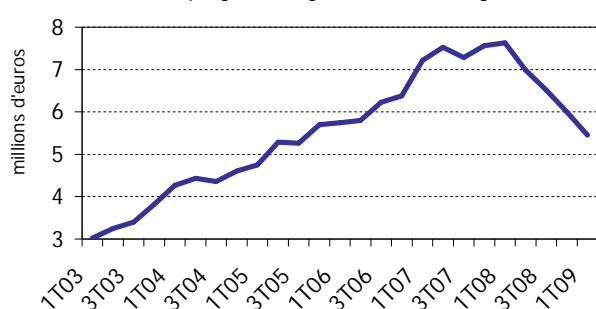
Dépôts à vue des ménages



Placements liquides ou à CT des ménages



Epargne à long terme des ménages

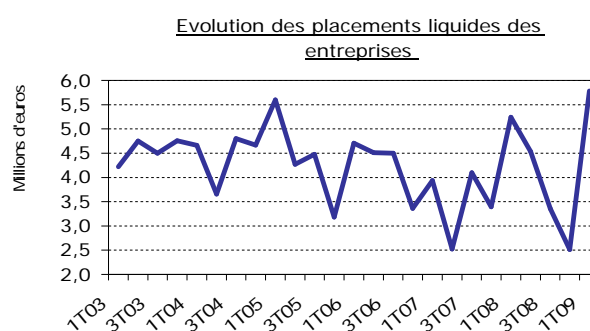
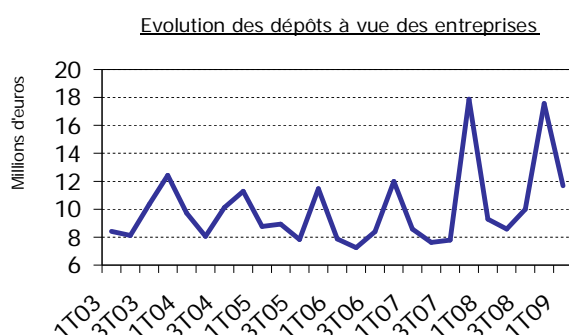
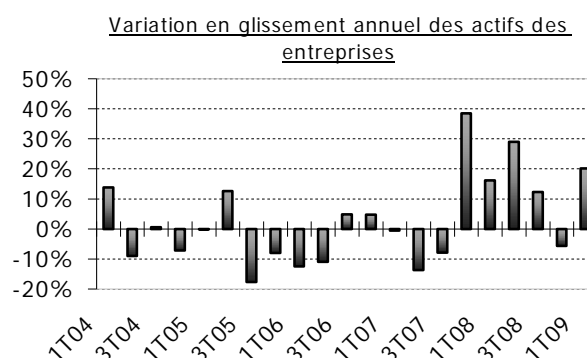
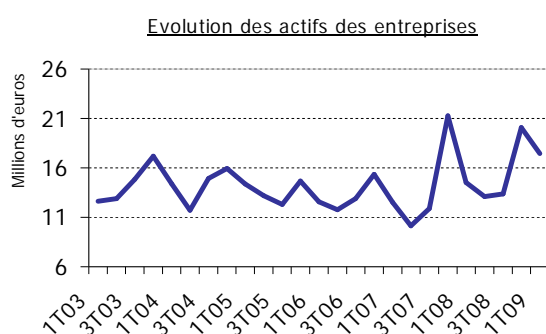


b) Les actifs financiers des entreprises

Les actifs des **entreprises** sont en progression de 20,2 % (soit + 2,929 millions d'euros) sur un an. A fin mars 2009, ils s'élevaient à 17,460 millions d'euros et représentent 9,4 % de l'épargne totale des agents de la place.

Les deux formes de placement des entreprises s'inscrivent en hausse : les *dépôts à vue* de 25,7 % (soit + 2,386 millions d'euros), les *placements liquides ou à court terme* de 10,4 % (soit + 0,543 million d'euros).

Au premier trimestre 2009, seuls les placements liquides ou à court terme – composés uniquement de comptes à terme – augmentent de manière significative (+ 130,3 %, soit + 3,273 millions d'euros). Cette évolution, observée à chaque premier trimestre, à partir de 2004, s'est renforcée depuis 2008. Pour leur part, les dépôts à vue fléchissent de 33,5 % (soit – 5,884 millions d'euros. Cette baisse – également structurelle – contrebalance la tendance haussière des placements liquides ou à court terme.



c) Les actifs financiers des autres agents

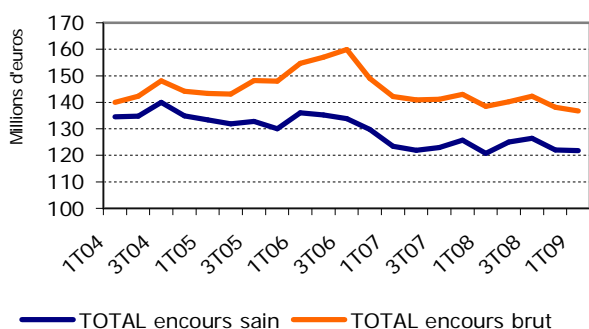
Au premier trimestre 2009, les actifs des **autres agents** (23,935 millions d'euros) accusent une baisse de 34,5 % (soit – 12,623 millions d'euros). Ce recul – structurel au premier trimestre, mais le plus important enregistré depuis 2002 – est imputable aussi bien à l'évolution des *dépôts à vue* (- 37,1%, soit – 9,827 millions d'euros) qu'à celle des *placements liquides ou à court terme* (- 27,7 %, soit – 2,796 millions d'euros).

Sur un an, ces actifs sont en repli de 5,3 %, lié à la seule évolution des placements liquides ou à court terme (– 15,6 %, soit – 1,346 million d'euros), les dépôts à vue demeurant stables à + 0,1 %.

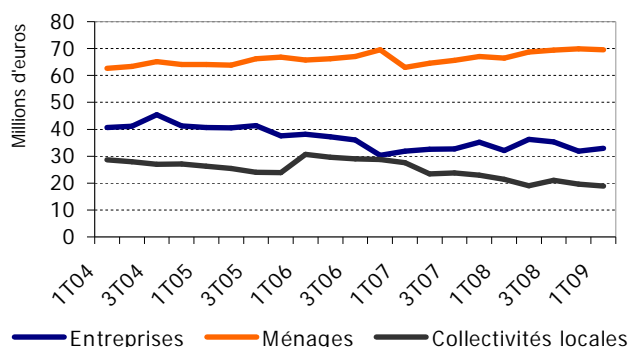
2.2. *Recul des financements bancaires octroyés par les établissements de crédits*

L'**encours brut total** accordés par l'ensemble des établissements de crédit diminue de 1,3 % sur un an, pour s'établir à 136,709 millions d'euros au 31 mars 2009 (soit - 1,819 millions d'euros). Les créances douteuses brutes fléchissent de 16 %, portant le taux de créances douteuses à 10,9 % à la fin du trimestre (soit - 1,9 point sur un an). L'**encours sain total** est ainsi favorablement orienté (+ 0,8 % en glissement annuel), après une baisse de 2,9 % sur un an au 4^{ème} trimestre 2008.

Evolution des encours totaux



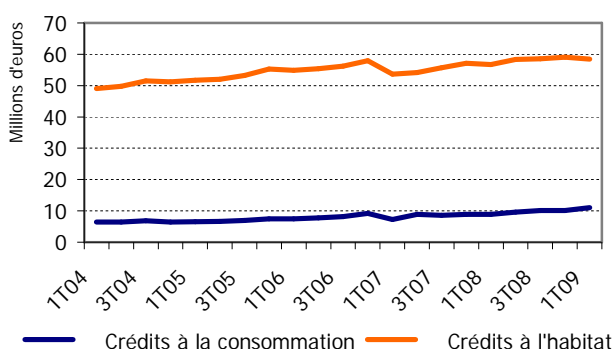
Evolution des encours sains par agent



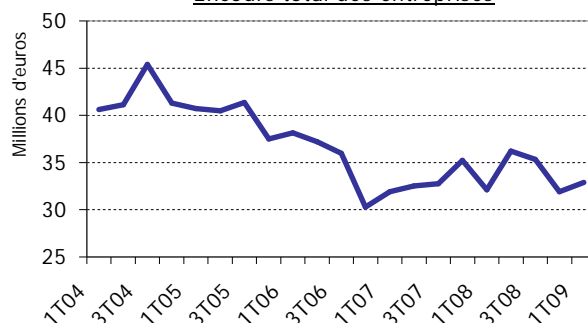
L'encours sain des ménages enregistre la plus forte progression sur un an (+ 4,6 %, soit + 3,048 millions d'euros). Cette évolution est imputable à la croissance des crédits à la consommation à hauteur de 24 % (soit + 2,138 millions d'euros) ainsi qu'à celle des crédits à l'habitat de 3,1 % (soit + 1,749 million d'euros). Au premier trimestre 2009, l'encours sain des ménages - qui constitue 57,1 % des crédits accordés aux agents de la place - s'élève à 69,6 millions d'euros. Ces crédits sont financés à 98,4 % par des établissements de crédit locaux. L'encours des ménages a progressé de manière régulière depuis le 1^{er} trimestre 2008.

L'encours sain des entreprises s'accroît de 2,4 % (soit + 0,776 million d'euros) : l'encours des établissements de crédit de la zone - qui financent ces entreprises à hauteur de 90,3 % - progresse de 3,2 %.

Evolution des encours des ménages



Encours total des entreprises

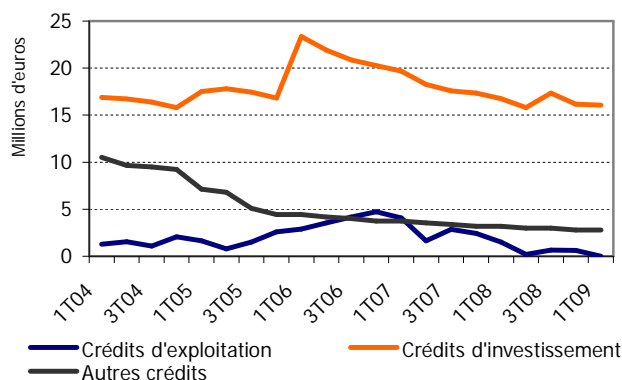


Enfin, l'encours sain des collectivités locales (18,9 millions d'euros) est en repli de 12,1 % (soit - 2,6 millions d'euros) sur un an.

Il représente 15,5 % de l'ensemble des crédits octroyés et est constitué à plus de 85 % de crédits d'investissement.

Le recul annuel de l'encours des collectivités locales se poursuit, en raison notamment de l'effondrement des crédits de trésorerie, ces derniers n'atteignant que 2 000 euros au 1^{er} trimestre 2009 contre 612 000 euros au 4^{ème} trimestre 2008 et 1,5 million d'euros au 1^{er} trimestre 2008. Les crédits d'investissement s'inscrivent également dans cette tendance baissière : - 4,1 % sur un an (après une baisse de 7 % sur un an au 4^{ème} trimestre 2008).

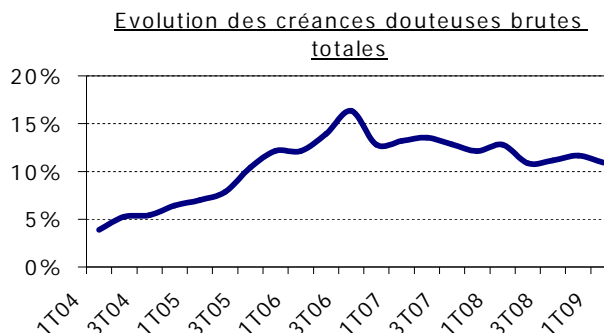
Evolution des crédits aux collectivités locales



2.3. Evolution du risque de crédit au premier trimestre 2009

A fin mars 2009, les **créances douteuses nettes** s'élèvent à 5,013 millions d'euros, en repli de 21,1 % sur un an (après une hausse de 2,3 % sur un an au 4^{ème} trimestre 2008) : les créances douteuses nettes des entreprises reculent de 17 % (après + 5,2 %), celles des ménages de 44,7 % (après - 16,4 %).

Le taux de créances douteuses s'est ainsi amélioré pour s'établir à 10,91 % contre 11,67 % à fin 2008.



3. Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 31 mars 2009, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 74,328 millions d'euros, en repli de 3,4 % sur un an.

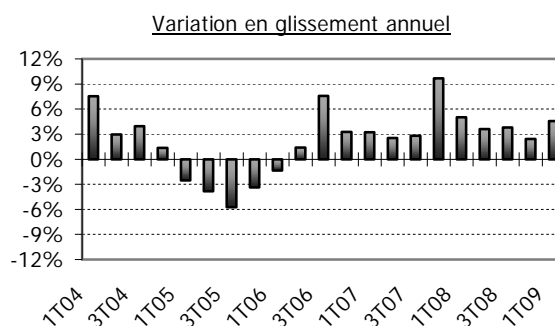
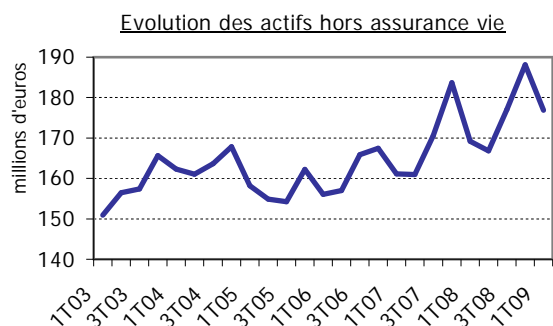
Les crédits à moyen et long terme demeurent prépondérants avec 53,5 % de l'ensemble des risques recensés. Les financements à court terme en représentent 22,5 % et les engagements hors-bilan 24 %.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 21,5 % de l'encours total (15,972 millions d'euros). La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Commerce » (18,5 %) et « Construction » (16,1 %). Ces trois secteurs représentent plus de 56,1 % de l'encours total déclaré, soit 41,668 millions d'euros (en baisse de 7,1 % sur un an).

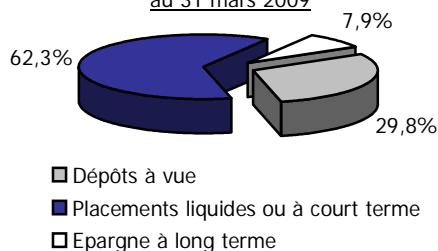
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

Actifs par agent	Montants en millions d'euros								Variations		
	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 an	1 trim
Sociétés	12,509	10,153	11,886	21,267	14,531	13,103	13,353	20,071	17,460	20,2%	-13,0%
Dépôts à vue	8,575	7,631	7,788	17,873	9,290	8,571	9,999	17,560	11,676	25,7%	-33,5%
Placements liquides ou à court terme	3,934	2,522	4,098	3,394	5,241	4,532	3,354	2,511	5,784	10,4%	130,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,007	0,000	0,000	-100,0%	#DIV/0!
Placements indexés sur les taux du marché	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	10,5%	130,3%
dont comptes à terme	3,927	2,515	4,091	3,387	5,234	4,525	3,347	2,511	5,784	10,5%	130,3%
dont OPCVM monétaires											
dont certificats de dépôts											
Epargne à long terme											
dont OPCVM non monétaires											
Ménages	133,916	137,197	137,285	140,384	138,492	138,949	140,082	140,827	144,822	4,6%	2,8%
Dépôts à vue	25,721	27,438	26,095	27,617	25,811	26,419	27,022	27,342	27,069	4,9%	-1,0%
Placements liquides ou à court terme	93,211	94,389	95,799	97,044	95,968	96,152	97,298	98,162	102,985	7,3%	4,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,621	32,822	32,407	33,443	33,264	32,958	33,288	35,600	36,433	9,5%	2,3%
Livrets ordinaires	28,134	27,301	26,993	27,675	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	9,3%	2,9%
Livrets A et bleu	5,014	5,053	4,934	5,281	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	10,1%	0,0%
Livrets jeunes	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	16,9%	0,9%
Livrets d'épargne populaire				0,000							
CODEVI				0,000							
Comptes d'épargne logement	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	-10,9%	-8,9%
Placements indexés sur les taux du marché	59,590	61,567	63,392	63,601	62,704	63,194	64,010	62,562	66,552	6,1%	6,4%
dont comptes à terme	56,604	58,945	60,874	61,362	60,583	61,196	62,020	60,599	64,589	6,6%	6,6%
dont bons de caisse	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	-7,4%	0,0%
dont OPCVM monétaires									0,000		
Epargne à long terme	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	-11,6%	-3,6%
Plans d'épargne logement	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	-1,1%	-6,8%
Plans d'épargne populaire				0,000							
Autres comptes d'épargne				0,000							
Portefeuille-titres											
OPCVM non monétaires	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	-38,6%	-10,6%
Contrats d'assurance-vie	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	2,6%	0,0%
Autres agents	22,446	21,491	29,468	30,190	25,272	24,120	29,829	36,558	23,935	-5,3%	-34,5%
Dépôts à vue	13,241	11,920	19,662	20,603	16,646	13,556	19,404	26,482	16,655	0,1%	-37,1%
Placements liquides ou à court terme	9,205	9,571	9,806	9,587	8,626	10,564	10,425	10,076	7,280	-15,6%	-27,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,523	3,832	3,576	3,561	3,408	3,839	3,642	4,126	4,099	20,3%	-0,7%
Placements indexés sur les taux du marché	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	-39,0%	-46,5%
dont comptes à terme	5,682	5,739	6,230	6,026	5,218	6,725	6,783	5,950	3,181	-39,0%	-46,5%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-100,0%	#DIV/0!
TOTAL	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	4,4%	-5,7%
Dépôts à vue	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	7,1%	-22,4%
Placements liquides ou à court terme	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	5,7%	4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	10,5%	2,0%
Placements indexés sur les taux du marché	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	3,2%	6,3%
Epargne à long terme	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	-11,6%	-3,6%

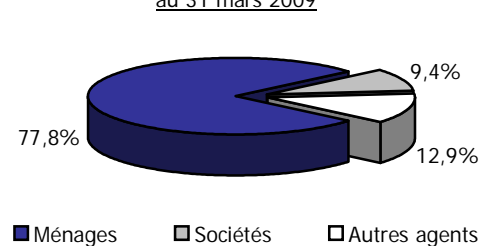
Total des actifs financiers (hors assurance-vie)



Répartition des actifs financiers par nature au 31 mars 2009

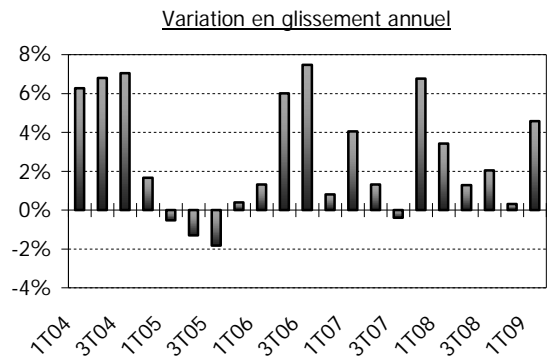
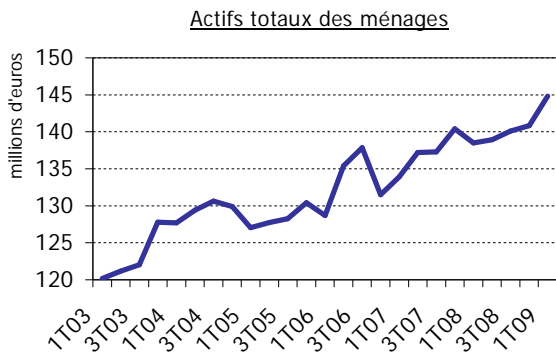


Répartition des actifs par agent au 31 mars 2009

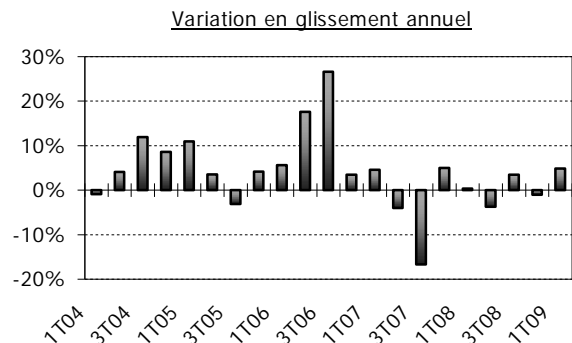
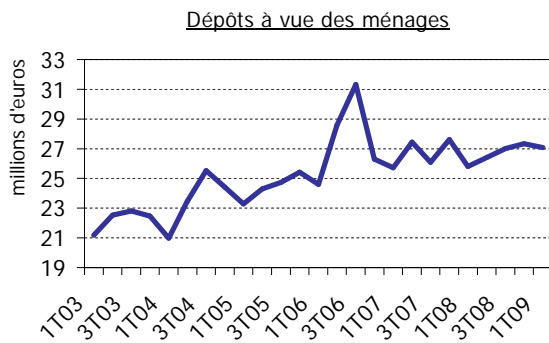


Les avoirs des ménages

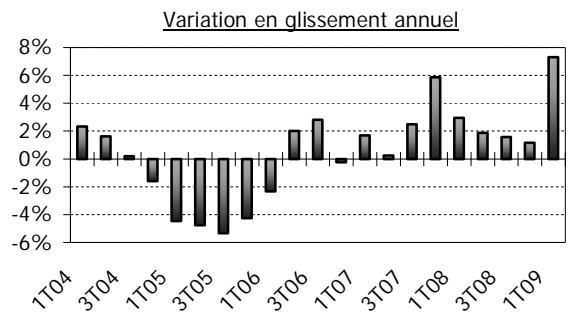
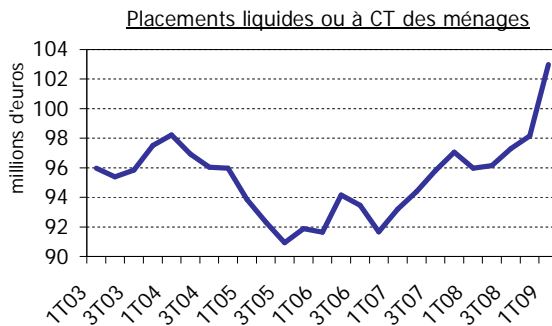
Total des actifs financiers



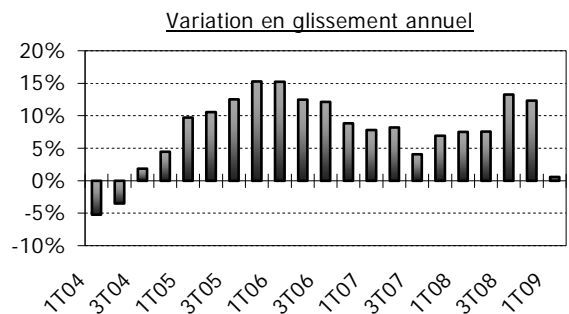
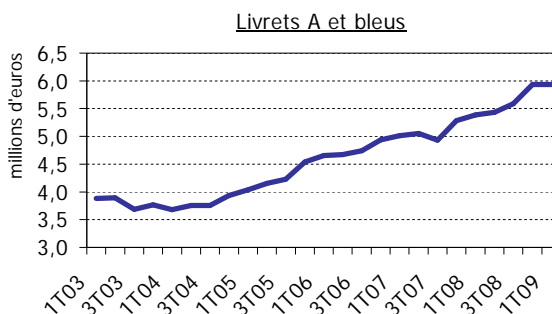
Dépôts à vue

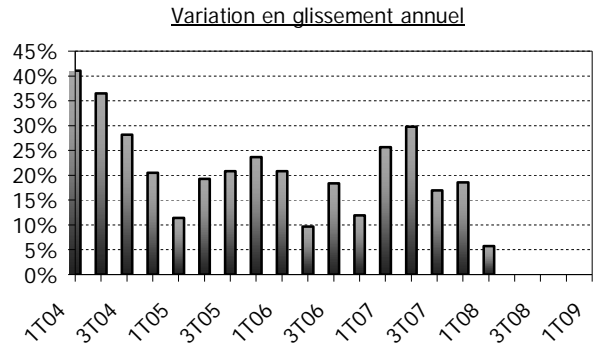
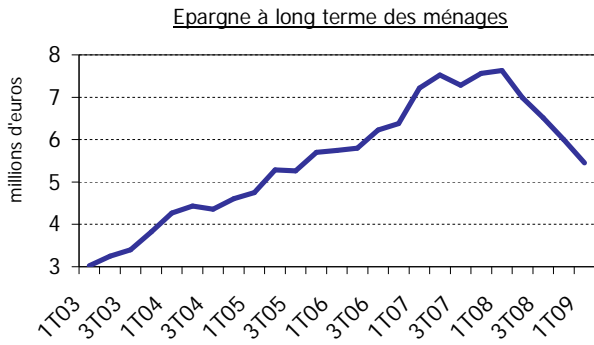


Placements liquides ou à court terme

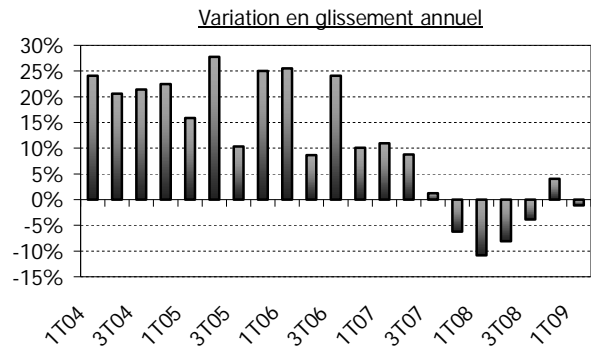
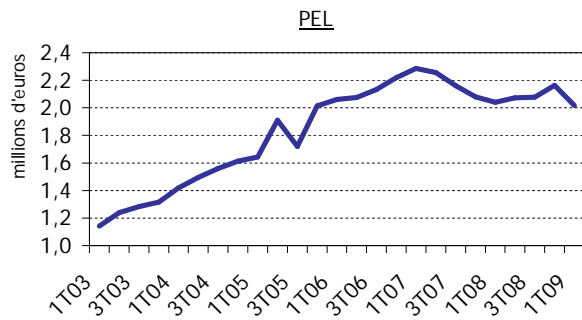


Livrets A et bleu



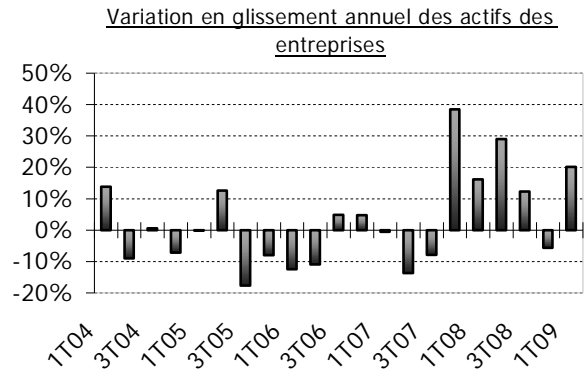
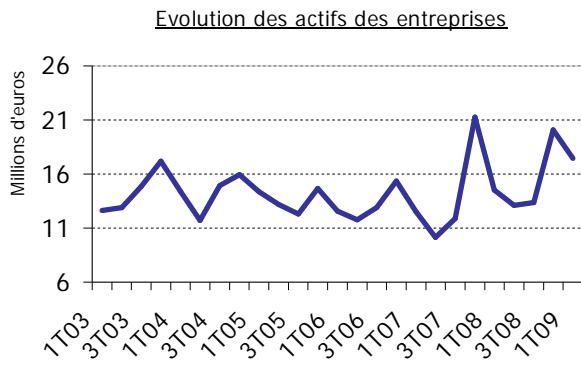


Plans d'épargne logement

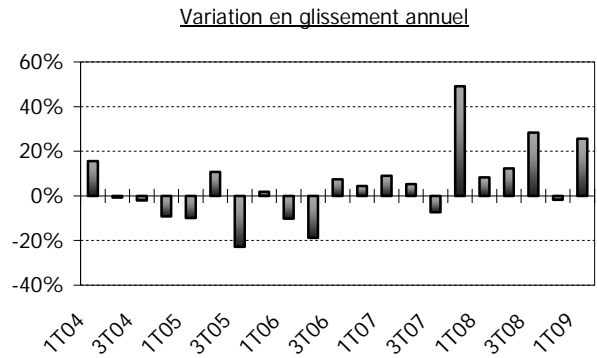
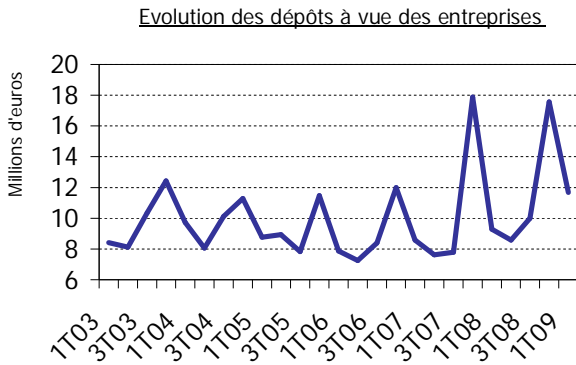


Les avoirs des sociétés

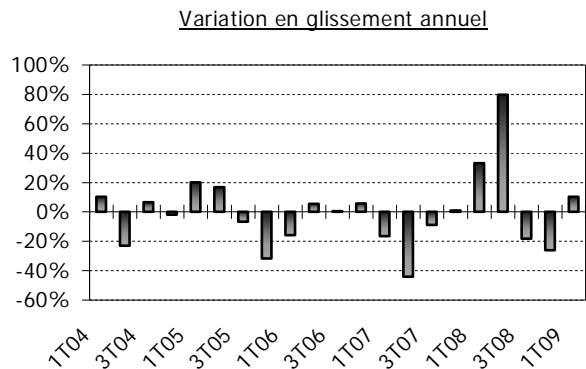
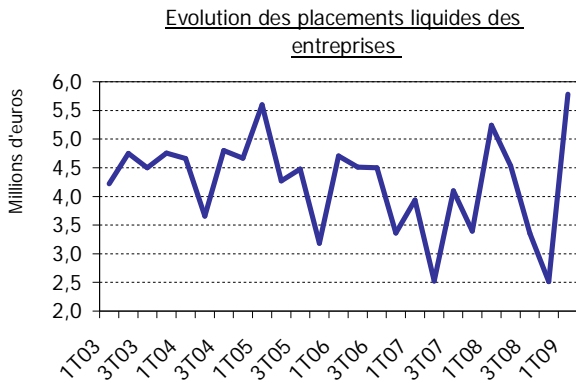
Total des actifs financiers



Dépôts à vue



Placements liquides ou à court terme



Conjoncture financière et bancaire

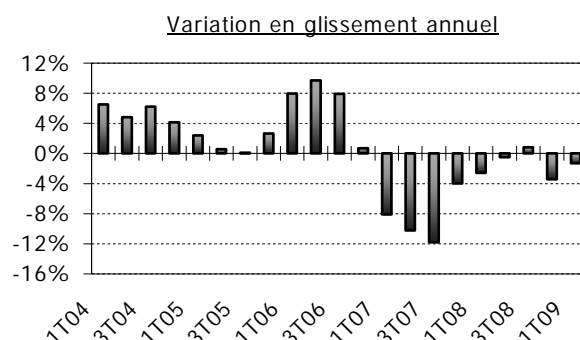
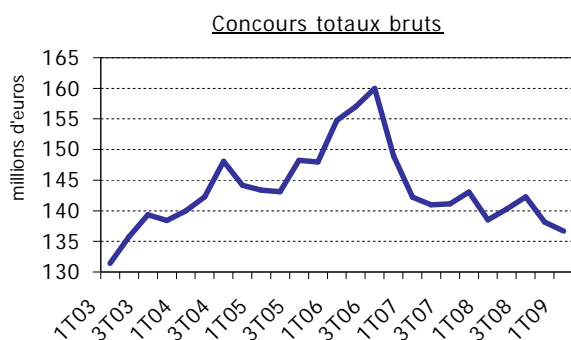
Actifs par nature	Montants en millions d'euros								Variations		
	mars-07	juin-07	sept-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	mars-09	1 an	1 trim
Dépôts à vue	47,537	46,989	53,545	66,093	51,747	48,546	56,405	71,384	55,400	7,1%	-22,4%
Placements liquides ou à court terme	106,350	106,482	109,703	110,025	109,835	111,248	111,077	110,749	116,049	5,7%	4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	37,151	36,661	35,990	37,011	36,679	36,804	36,937	39,726	40,532	10,5%	2,0%
Livrets ordinaires	28,519	27,901	27,449	28,146	27,331	26,958	27,089	29,046	29,878	9,3%	2,9%
Livrets A et bleu	5,101	5,125	5,000	5,346	5,390	5,435	5,588	5,933	5,933	10,1%	0,0%
Livrets jeunes	0,426	0,421	0,439	0,446	0,497	0,503	0,548	0,576	0,581	16,9%	0,9%
Livrets d'épargne populaire CODEVI				0,000							
Comptes d'épargne logement	0,047	0,047	0,041	0,041	0,046	0,062	0,063	0,045	0,041	-10,9%	-8,9%
Placements indexés sur les taux du marché	69,199	69,821	73,713	73,014	73,156	74,444	74,140	71,023	75,517	3,2%	6,3%
Dépôts à terme	66,213	67,199	71,195	70,775	71,035	72,446	72,150	69,060	73,554	3,5%	6,5%
Bons de caisse	2,986	2,622	2,518	2,239	2,121	1,998	1,990	1,963	1,963	-7,4%	0,0%
Titres de créances négociables OPCVM monétaires											
Epargne à long terme	14,984	15,370	15,391	15,723	16,713	16,378	15,782	15,323	14,768	-11,6%	-3,6%
Plans d'épargne logement	2,287	2,256	2,160	2,080	2,039	2,073	2,077	2,164	2,016	-1,1%	-6,8%
Plans d'épargne populaire				0,000							
Autres comptes d'épargne				0,000							
Actions											
Obligations											
OPCVM non monétaires	4,930	5,270	5,126	5,479	5,591	4,918	4,441	3,840	3,433	-38,6%	-10,6%
Contrats d'assurance-vie	7,767	7,844	8,105	8,164	9,083	9,387	9,264	9,319	9,319	2,6%	0,0%
TOTAL	168,871	168,841	178,639	191,841	178,295	176,172	183,264	197,456	186,217	4,4%	-5,7%

3. L'endettement des agents économiques

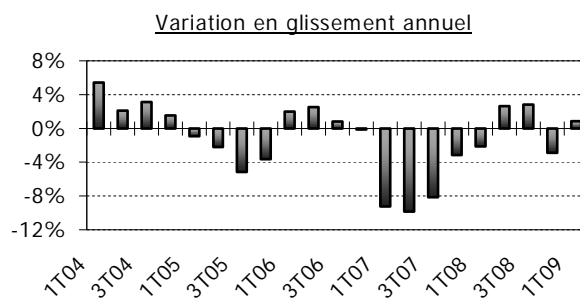
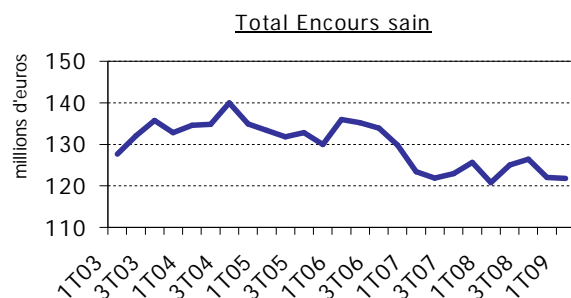
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros								Variations		
	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 an	1 trim
Entreprises	31,910	32,519	32,747	35,216	32,130	36,217	35,343	31,901	32,906	2,4%	3,2%
Crédits d'exploitation	17,273	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,855	-50,2%	-51,3%
Créances commerciales	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	-91,9%	-99,1%
Crédits de trésorerie	6,133	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	-52,9%	-52,2%
dont entrepreneurs individuels	1,275	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	-94,6%	-93,3%
Comptes ordinaires débiteurs	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,351	-43,5%	-4,1%
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits d'investissement	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	57,1%	62,5%
Crédits à l'équipement	14,159	15,215	14,636	15,640	15,942	16,043	16,237	15,412	25,051	57,1%	62,5%
dont entrepreneurs individuels	2,071	2,348	1,576	1,805	1,625	1,815	0,865	1,642	2,038	25,4%	24,1%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354	0,000	-100,0%	-100,0%
Ménages	63,060	64,594	65,567	67,008	66,508	68,679	69,430	69,875	69,556	4,6%	-0,5%
Crédits à la consommation	7,240	8,892	8,585	8,883	8,922	9,582	10,130	10,096	11,060	24,0%	9,5%
Crédits de trésorerie	6,528	8,158	7,959	8,329	8,341	8,965	9,598	9,607	10,053	20,5%	4,6%
Comptes ordinaires débiteurs	0,642	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	83,3%	121,5%
Crédit-bail	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	-6,2%	-1,6%
Crédits à l'habitat	53,623	54,210	55,738	57,083	56,718	58,334	58,560	59,111	58,467	3,1%	-1,1%
Autres crédits	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668	0,029	-96,7%	-95,7%
Collectivités locales	27,520	23,465	23,814	22,960	21,446	18,994	20,998	19,561	18,859	-12,1%	-3,6%
Crédits d'exploitation	4,086	1,640	2,849	2,419	1,525	0,206	0,672	0,612	0,002	-99,9%	-99,7%
Crédits de trésorerie	1,806	0,014	1,541	1,411	0,720	0,006	0,620	0,612	0,002	-99,7%	-99,7%
Comptes ordinaires débiteurs	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052	0,000	0,000	-100,0%	#DIV/0!
Crédits d'investissement	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	-4,1%	-0,6%
Crédits à l'équipement	19,681	18,263	17,591	17,358	16,738	15,795	17,333	16,147	16,055	-4,1%	-0,6%
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000		
Autres crédits	3,753	3,562	3,374	3,183	3,183	2,993	2,993	2,802	2,802	-12,0%	0,0%
Autres agents de CCB non ventilés	0,925	1,277	0,848	0,493	0,763	1,170	0,670	0,687	0,472	-38,1%	-31,3%
Total encours sain	123,415	121,855	122,976	125,677	120,781	125,060	126,441	122,024	121,793	0,8%	-0,2%
Créances douteuses brutes	18,791	19,095	18,125	17,361	17,747	15,207	15,854	16,124	14,916	-16,0%	-7,5%
Créances douteuses nettes	7,599	7,853	7,173	6,192	6,352	4,963	5,352	6,337	5,013	-21,1%	-20,9%
dont entreprises	6,881	6,850	6,448	5,384	5,414	3,237	3,870	5,664	4,492	-17,0%	-20,7%
dont ménages	0,715	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	-44,7%	-22,8%
Provisions	11,192	11,242	10,952	11,169	11,395	10,244	10,502	9,787	9,903	-13,1%	1,2%
Total encours brut	142,206	140,950	141,101	143,038	138,528	140,267	142,295	138,148	136,709	-1,3%	-1,0%
Taux de créances douteuses	13,2%	13,5%	12,8%	12,1%	12,8%	10,8%	11,1%	11,7%	10,9%	-1,9	-0,8
Taux de provisionnement	59,6%	58,9%	60,4%	64,3%	64,2%	67,4%	66,2%	60,7%	66,4%	2,2	5,7

Encours de crédits bruts

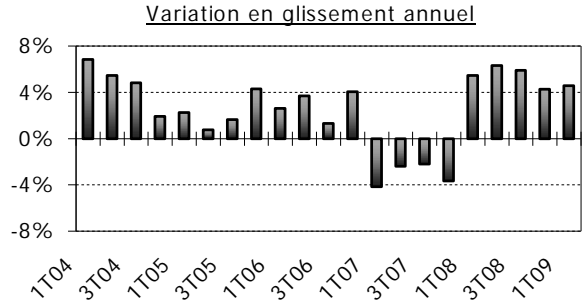
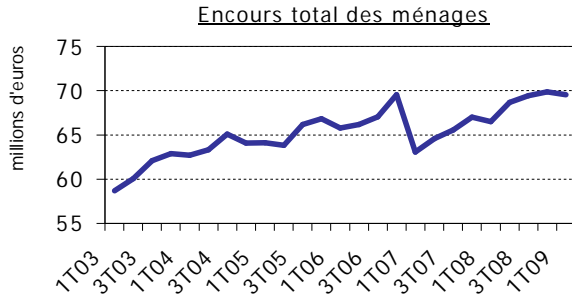


Encours de crédits sains

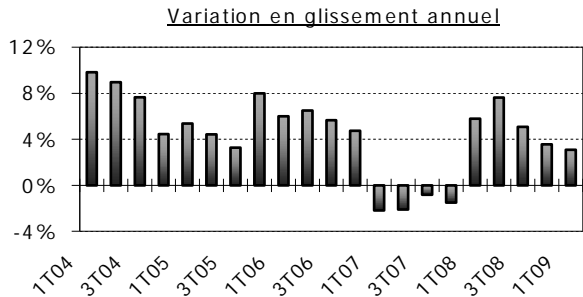
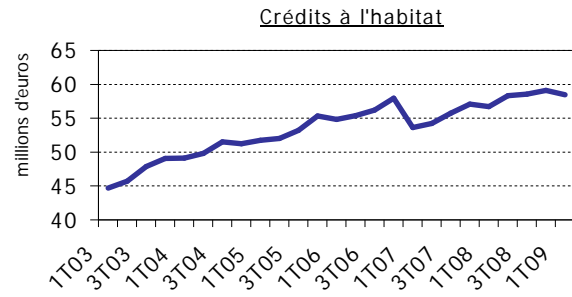


L'endettement des ménages

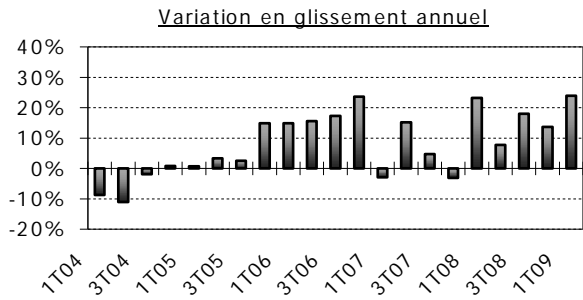
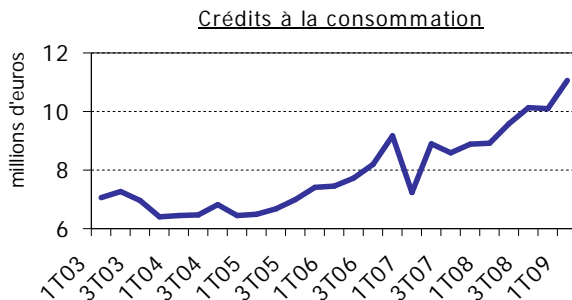
Encours de crédits sains



Crédits à l'habitat

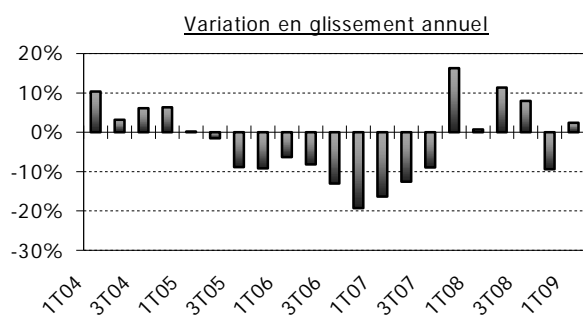
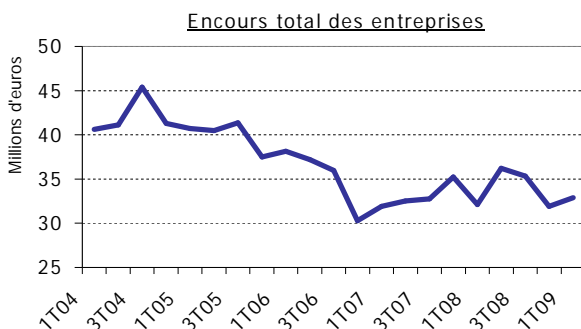


Crédits à la consommation

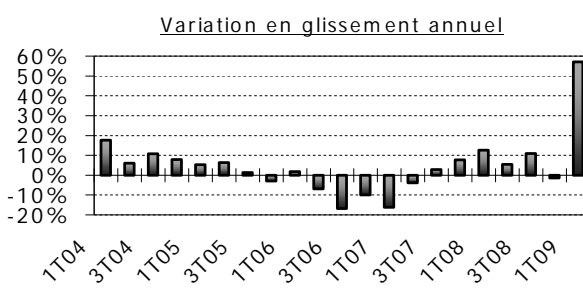
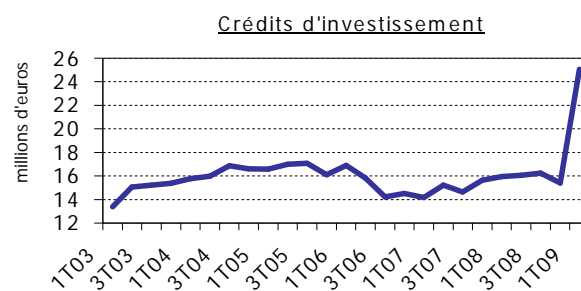


L'endettement des entreprises

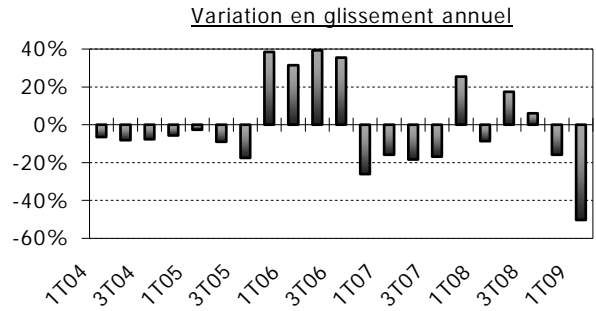
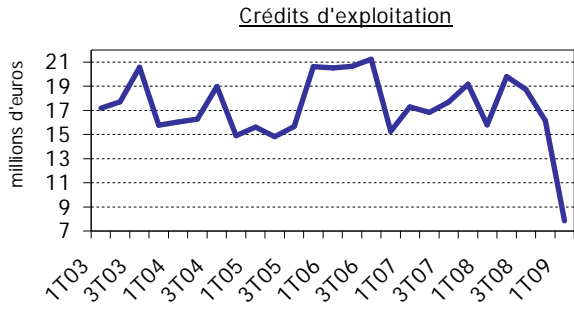
Encours de crédits sains



Crédits d'investissement

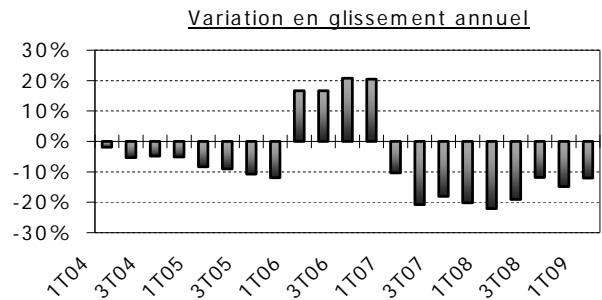
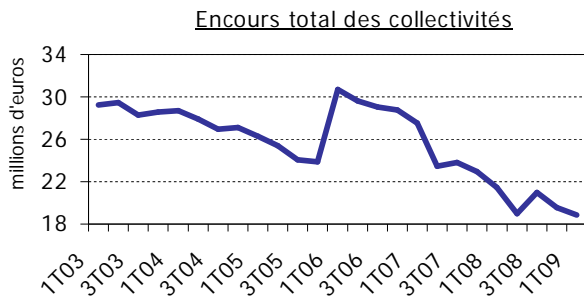


Crédits d'exploitation

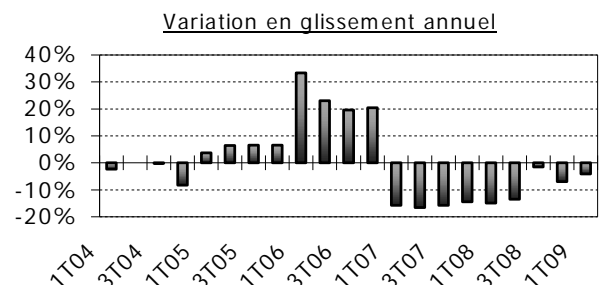
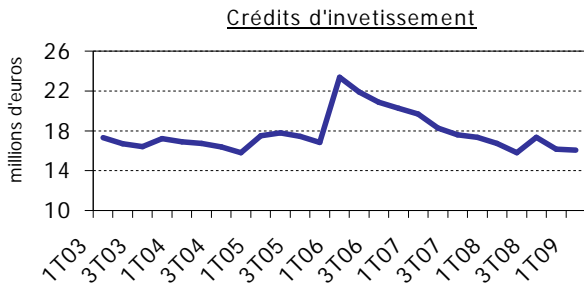


L'endettement des Collectivités locales

Encours de crédits sains



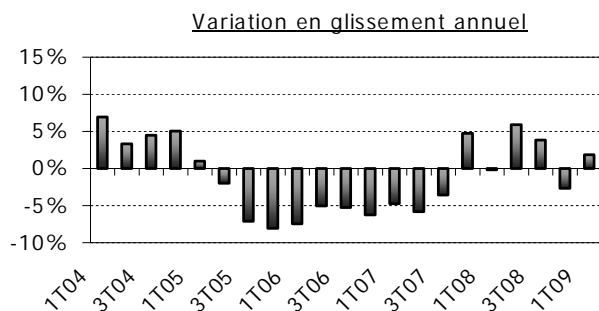
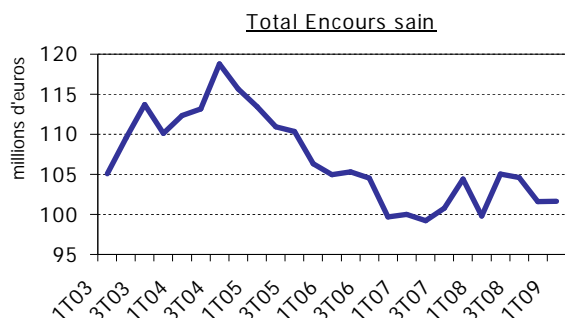
Crédits d'investissement



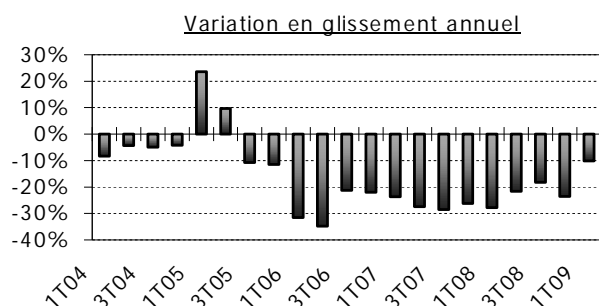
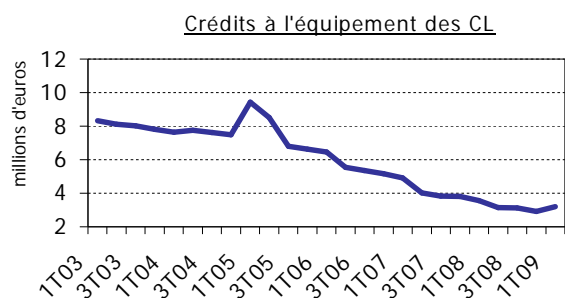
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

	Montants en millions d'euros								Variations		
	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 an	1 trim
Entreprises	27,916	28,690	28,960	31,852	28,781	33,030	31,994	28,674	29,700	3,2%	3,6%
Crédits d'exploitation	17,265	16,842	17,679	19,159	15,786	19,788	18,736	16,135	7,854	-50,2%	-51,3%
Créances commerciales	0,766	0,762	2,335	4,364	0,359	2,470	3,059	3,271	0,029	-91,9%	-99,1%
Crédits de trésorerie	6,125	9,483	9,663	9,699	9,495	10,152	9,635	9,371	4,475	-52,9%	-52,2%
dont entrepreneurs individuels	1,267	2,629	0,922	0,713	0,635	0,657	0,534	0,511	0,034	-94,6%	-93,3%
Comptes ordinaires débiteurs	10,374	6,597	5,681	5,096	5,932	7,166	6,042	3,493	3,350	-43,5%	-4,1%
Affacturation											
Crédits d'investissement	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	73,5%	79,3%
Crédits à l'équipement	10,173	11,386	10,849	12,276	12,593	12,856	12,888	12,185	21,846	73,5%	79,3%
dont entrepreneurs individuels	1,977	2,295	1,525	1,756	1,578	1,770	0,780	1,557	1,954	23,8%	25,5%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,478	0,462	0,432	0,417	0,402	0,386	0,370	0,354		-100,0%	-100,0%
Ménages	61,969	63,510	64,483	65,924	65,424	67,595	68,346	68,791	68,443	4,6%	-0,5%
Crédits à la consommation	7,006	8,665	8,358	8,656	8,695	9,355	9,903	9,869	10,833	24,6%	9,8%
Crédits de trésorerie	6,301	7,931	7,732	8,102	8,114	8,738	9,371	9,380	9,826	21,1%	4,8%
Comptes ordinaires débiteurs	0,635	0,665	0,558	0,487	0,516	0,553	0,469	0,427	0,946	83,3%	121,5%
Crédit-bail	0,070	0,069	0,068	0,067	0,065	0,064	0,063	0,062	0,061	-6,2%	-1,6%
Crédits à l'habitat	52,766	53,353	54,881	56,226	55,861	57,477	57,703	58,254	57,610	3,1%	-1,1%
Autres crédits	2,197	1,492	1,244	1,042	0,868	0,763	0,740	0,668		-100,0%	-100,0%
Collectivités locales	9,182	5,837	6,673	6,225	5,074	3,352	3,799	3,521	3,195	-37,0%	-9,3%
Crédits d'exploitation	4,072	1,626	2,842	2,413	1,519	0,200	0,666	0,608		-100,0%	-100,0%
Crédits de trésorerie	1,792		1,534	1,405	0,714		0,614	0,608		-100,0%	-100,0%
Comptes ordinaires débiteurs	2,280	1,626	1,308	1,008	0,805	0,200	0,052			-100,0%	#DIV/0!
Crédits d'investissement	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	-10,1%	9,7%
Crédits à l'équipement	4,922	4,023	3,831	3,812	3,555	3,152	3,133	2,913	3,195	-10,1%	9,7%
Crédit-bail											
Crédits à l'habitat											
Autres crédits	0,188	0,188									
Autres agents et CCB non ventilés	0,925	1,177	0,659	0,412	0,536	1,081	0,487	0,615	0,318	-40,7%	-48,3%
Total encours sain	99,992	99,214	100,775	104,413	99,815	105,058	104,626	101,601	101,656	1,8%	0,1%
Créances douteuses brutes	18,468	18,702	17,926	17,113	17,518	14,978	15,624	15,899	14,705	-16,1%	-7,5%
Créances douteuses nettes	7,292	7,460	6,974	5,969	6,148	4,751	5,138	6,117	4,807	-21,8%	-21,4%
dont entreprises	6,574	6,538	6,249	5,162	5,210	3,025	3,656	5,444	4,286	-17,7%	-21,3%
dont ménages	0,715	0,919	0,720	0,804	0,938	1,664	1,482	0,672	0,519	-44,7%	-22,8%
Provisions	11,176	11,242	10,952	11,144	11,370	10,227	10,486	9,782	9,898	-12,9%	1,2%
Total encours brut	118,460	117,997	118,701	121,527	117,399	120,036	120,250	117,500	116,361	-0,9%	-1,0%
Taux de créances douteuses	15,6%	15,9%	15,1%	14,1%	14,9%	12,5%	13,0%	13,5%	12,6%	-0,6	0,5
Taux de provisionnement	60,5%	60,1%	61,1%	65,1%	64,9%	68,3%	67,1%	61,5%	67,3%	-3,6	-5,6

Encours total de crédits sains



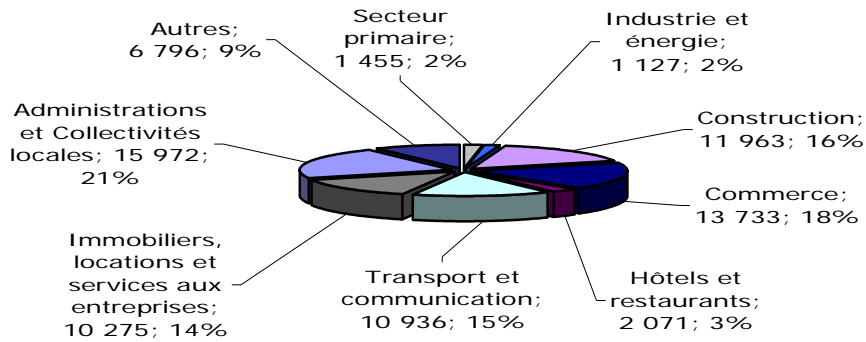
Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales



4. Les engagements bancaires

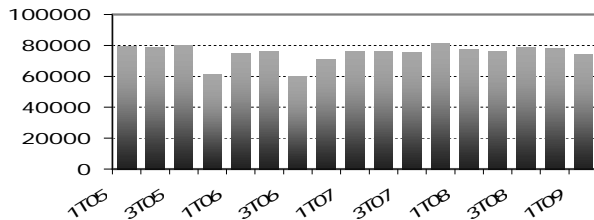
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 mars 2009 (milliers d'euros et %)

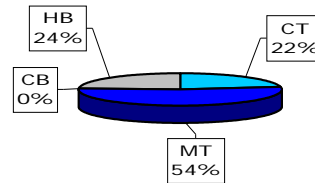


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

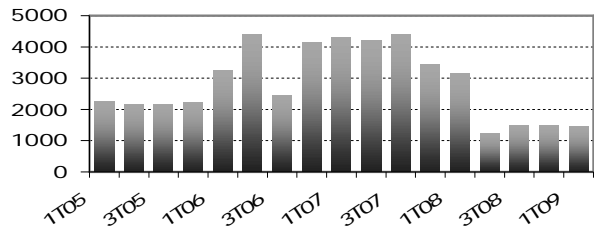


Structure (en %)

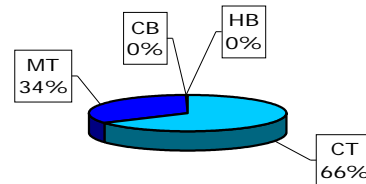


Secteur primaire

En milliers d'euros

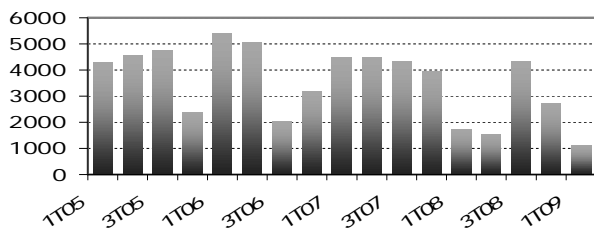


Structure (en %)

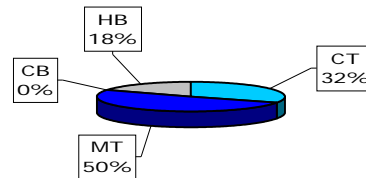


Industrie et énergie

En milliers d'euros

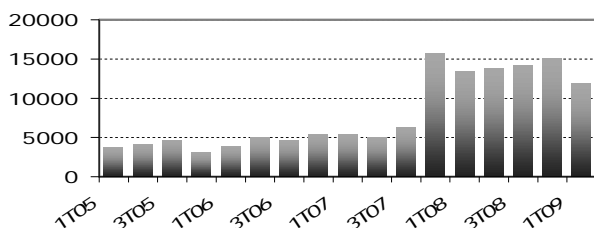


Structure (en %)

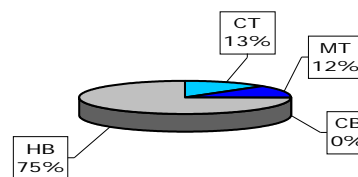


Construction

En milliers d'euros

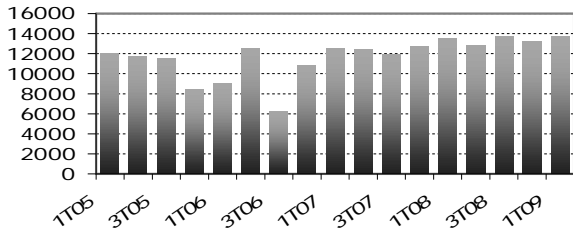


Structure (en %)

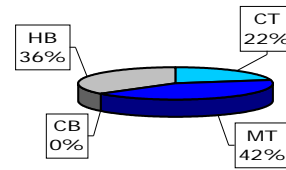


Commerce

En milliers d'euros

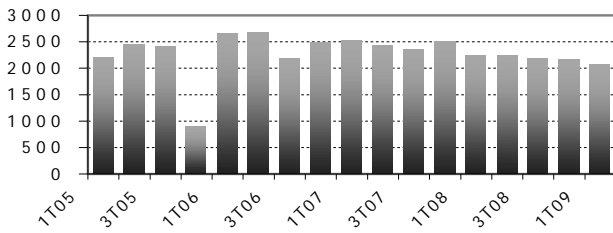


Structure (en %)

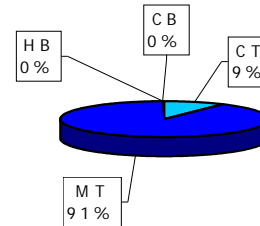


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

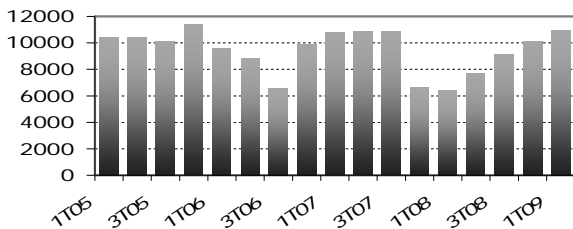


Structure (en %)

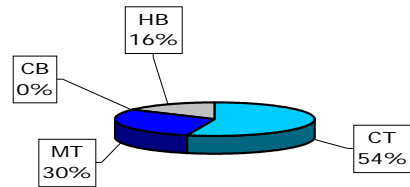


Transport et communication

En milliers d'euros

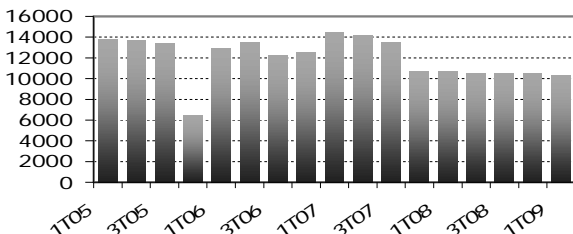


Structure (en %)

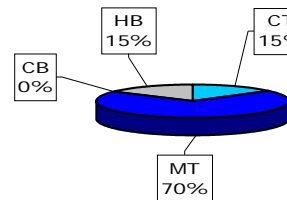


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

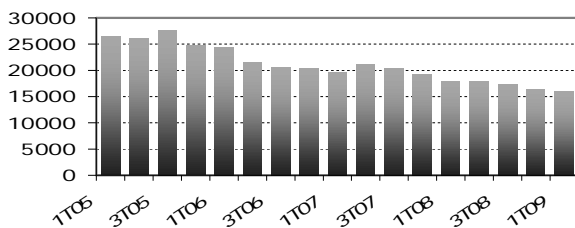


Structure (en %)

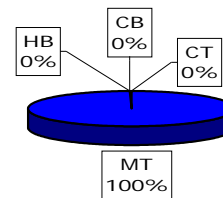


Administrations et Collectivités locales

En milliers d'euros

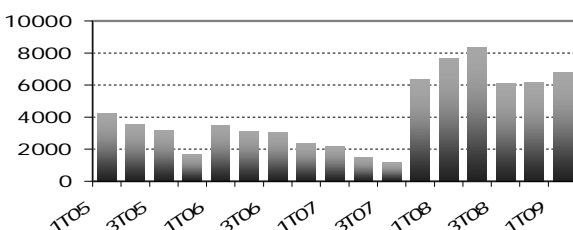


Structure (en %)

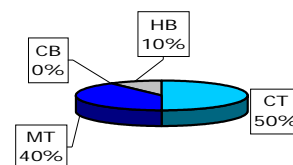


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)

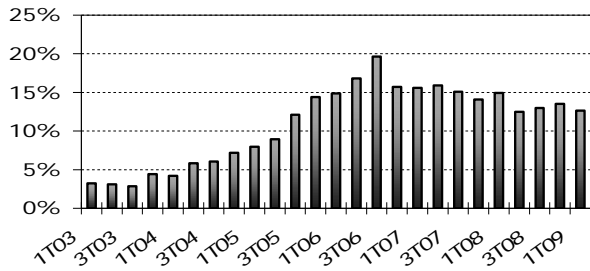


4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

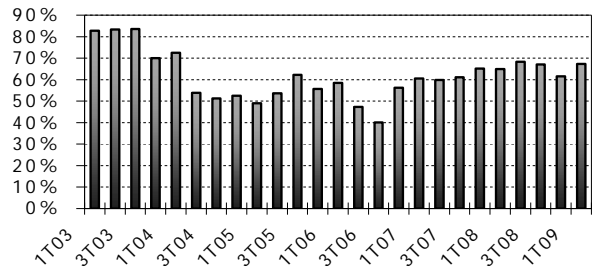
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

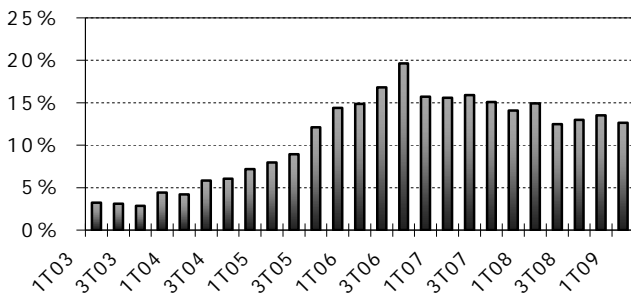


Taux de provisionnement

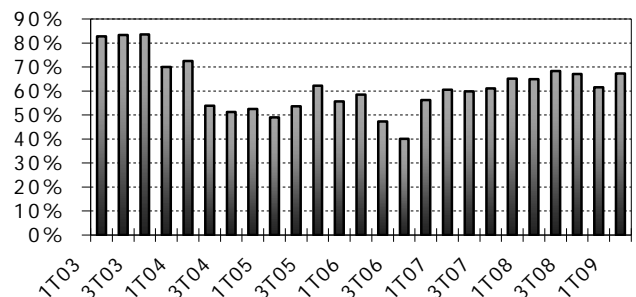


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



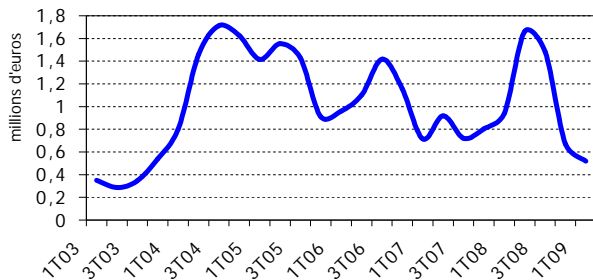
Taux de provisionnement



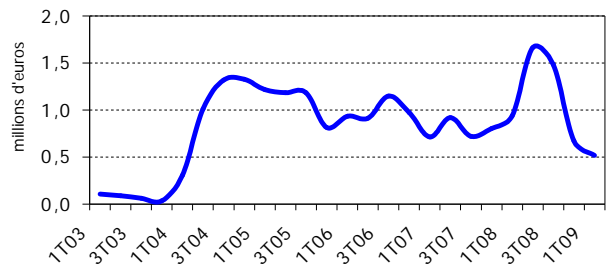
La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses nettes des ménages (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



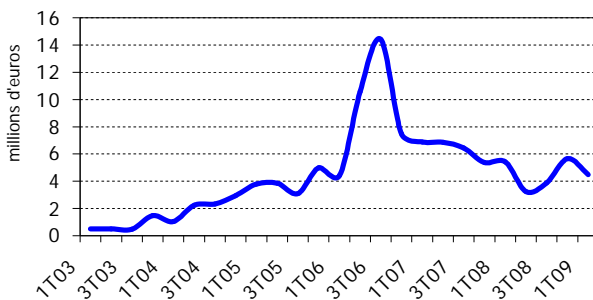
Etablissements de crédit locaux



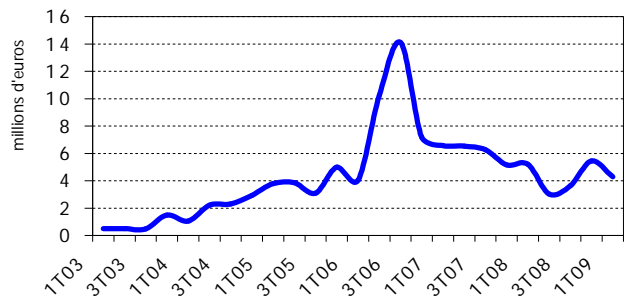
La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (13/05/2009)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (08/04/2009)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (13/05/2009)	1,75%

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} mai 2009)

Livrets A et bleu : 1,75%	LDD* : 1,75%	LEP : 2,25%	PEL** : 2,50%	CEL* : 1,25%
---------------------------	--------------	-------------	---------------	--------------

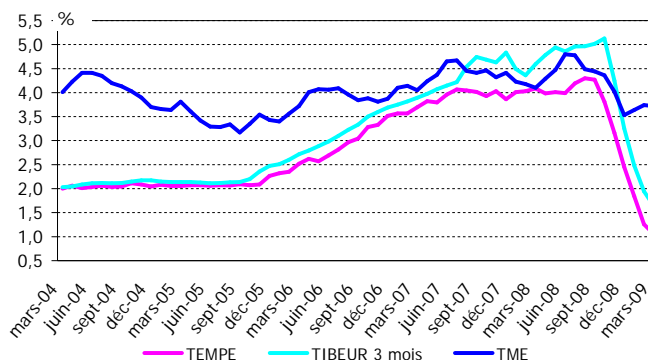
*Livret de développement durable (ex CODEVI)

**hors prime d'Etat

TAUX D'INTÉRÊT LÉGAL

Année 2009 (J.O. du 11/02/09)	3,79%
Année 2008 (J.O. du 23/02/08)	3,99%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectifs moyens pratiqués au 1 ^{er} trimestre 2009 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} avril 2009
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	5,87 %	7,83 %
	- Prêts à taux variable	5,95 %	7,93 %
	- Prêts relais	6,04 %	8,05 %
	Autres prêts		
- Prêts ≤ 1 524 € (*)	16,02 %	21,36 %	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	15,69 %	20,92 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	7,53 %	10,04 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,60 %	14,13 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

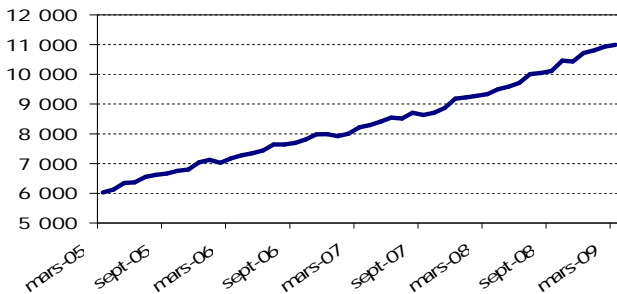
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

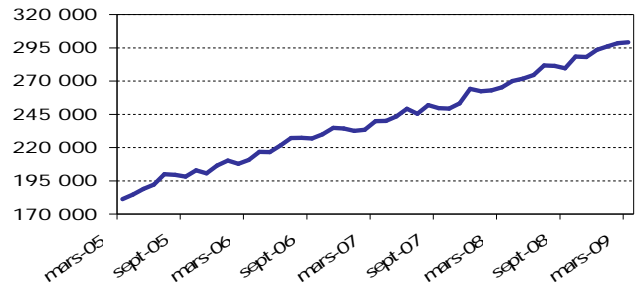
6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

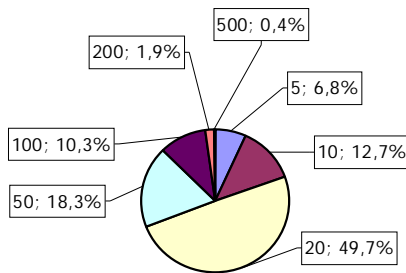


En unités

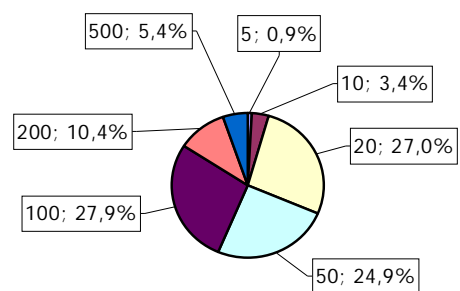


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 mars 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur

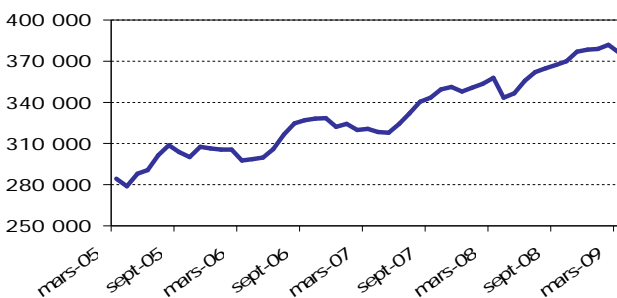


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

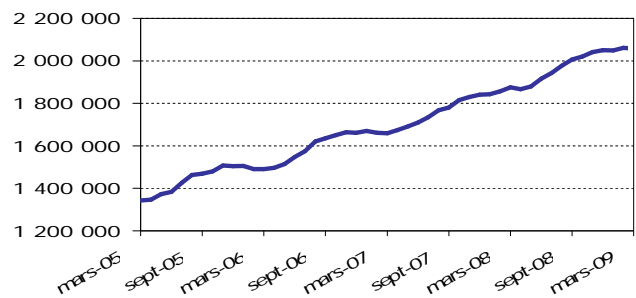
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

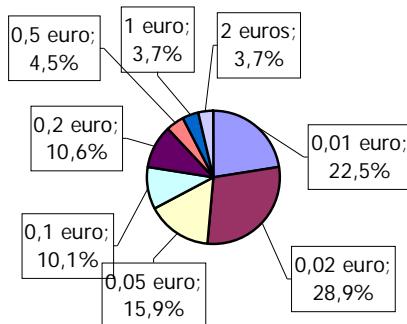


En unités

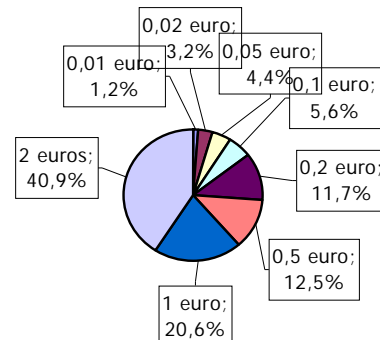


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 mars 2009

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Mlle Hélène DESNOS

M. Vincent REMY-NERIS

M. Victor-Robert NUGENT

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Juin 2009 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
